

# Un conseil en eau de boudin

Vendredi 02 Mars 2018 à 06:00 - Freddy GILLAIN - L'Avenir



Il n'y a jamais eu autant de monde pour une réunion qui n'a pu se tenir... ÉdA – 40124220810

La séance convoquée par l'opposition n'a pas eu lieu, en raison de l'absence de la majorité. Elle a été remplacée par une réunion informelle.

Il y a quelques jours, nous écrivions que la séance du conseil communal, convoquée par l'opposition, serait une séance pour du beurre. Ce fut le cas puisque la majorité ne s'est pas présentée

Le bourgmestre Dany Weverbergh a lu une déclaration devant un public venu très nombreux. Il a rappelé ce qu'il avait déjà eu l'occasion de confier, à savoir que, lors du dernier conseil du 30 janvier, il avait indiqué qu'une information complète sur la liaison N4/E411 vers Mont-Godinne serait donnée lors du prochain conseil. Celui-ci était prévu le 27 février. Afin de permettre à l'échevine Nadia Marcolini et au conseiller ALN Sébastien Humblet d'assister au conseil d'administration du Foyer jambois qui avait lieu à cette date, le conseil a été reporté au mardi 6 mars. Le point relatif est inscrit à l'ordre du jour et le bourgmestre estime qu'il n'y a aucune urgence. Le coût de la réunion convoquée par ALN serait de 1 350€, même si on verse les deux tiers au Télévie et un tiers aux impôts.

Le bourgmestre invite donc le public à la réunion du 6 mars, à 20 h, où toutes les informations en sa possession seront données.

Dany Weverberg quitte alors la salle. Toute réunion officielle du conseil était impossible puisqu'il manquait neuf mandataires face aux huit de l'opposition. Le plus ancien mandataire de ce groupe, Luc Bouveroux, a dû constater que le quorum n'était pas atteint et a donc levé la séance officielle.

Cela n'a pas empêché le public de demander des explications aux mandataires présents. Sébastien Humblet a expliqué que ce n'est pas à cause de l'urgence que son groupe a convoqué le conseil, mais en raison, dit-il, «des mensonges du bourgmestre qui signalait ne pas être au courant du

dossier», alors qu'une réunion a eu lieu avec le Service public de Wallonie, le 25 octobre, et que les communes d'Yvoir et de Profondeville sont au courant.

Il y avait quatre types de participants dans le public. Les plus nombreux qui, inquiets, sont venus pour en savoir plus. D'autres manifestement favorables au groupe ALN qui ne relèvent que ce qu'ils estiment être les mensonges du bourgmestre. D'autres encore qui se demandent s'il n'y a pas de solution alternative. Et enfin, une personne au moins, qui ne comprend pas comment le MR, dans l'opposition communale mais avec des députés au Parlement wallon, ne les a pas questionnés pour en savoir plus.

Tout en reconnaissant que plusieurs projets sont dans les cartons, tant Sébastien Humblet que Marc Pierson n'ont pu donner de certitudes quant aux projets définitifs. Pas sûr d'ailleurs que le collège communal pourra en donner davantage la semaine prochaine.

Parmi les questions posées: *«Y a-t-il déjà eu des expropriations ?»* Non. *«Qui a eu intérêt à remettre sur la table un dossier dont on a déjà parlé il y a des années ?»* Ou encore *«La commune pourra-t-elle bloquer le dossier ?»*

Suite au prochain numéro.